

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 2821

[C — 2002/27680]

**4 JUILLET 2002. — Décret sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Les carrières sont les activités assurant l'extraction et la mise en valeur des masses de substances minérales ou fossiles renfermées dans le sein de la terre ou existant à la surface et qui ne sont pas classées comme mines.

**Art. 2.** Les dépendances de carrières sont les installations établies au voisinage des activités, nécessaires à la mise en valeur des produits y extraits.

## TITRE II. — Des carrières

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Des permis*

**Art. 3.** Les carrières et leurs dépendances ne peuvent être exploitées qu'en vertu du permis d'environnement au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

CHAPITRE II. — *De la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières*

**Art. 4.** Il est institué une Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières. Cette commission se compose pour un tiers de fonctionnaires, pour un tiers de représentants des exploitants et pour un tiers de représentants des intérêts divers, désignés par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine le nombre de membres de la Commission, les modalités de présentation de ceux-ci et le fonctionnement de la Commission.

**Art. 5.** La Commission régionale a pour missions :

- a. d'informer le Gouvernement de tous les aspects afférents à l'exploitation et à l'extraction dans les carrières;
- b. de donner un avis sur les projets de travaux d'infrastructure, en regard de l'exploitation rationnelle de matières minérales;
- c. de faire des propositions sur la révision éventuelle des plans de secteur;
- d. de donner son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Gouvernement.

CHAPITRE III. — *Du droit d'occupation et d'exploitation des terres d'autrui*

**Art. 6.** A défaut du consentement du propriétaire, le Gouvernement peut donner le droit à toute entreprise qui en fait la demande d'occuper et d'exploiter les terres d'autrui en vue d'assurer l'approvisionnement d'un siège d'exploitation où l'on extrait ces mêmes substances depuis cinq ans au moins, à condition que ces terres soient enclavées dans son champ d'exploitation ou y fassent saillie et qu'elles entravent l'exploitation économique et rationnelle du gisement, et pour autant que les réserves de gisement faisant l'objet du droit ne soient pas nécessaires à la continuation de l'activité industrielle ou à l'amortissement satisfaisant des installations d'une entreprise similaire voisine qui les détenait.

La procédure à suivre pour l'obtention de tels droits est définie par le Gouvernement et comprendra notamment une enquête publique.

Le bénéficiaire du droit d'occuper et d'exploiter les terres d'autrui doit au propriétaire une indemnité qui, à défaut d'accord de gré à gré entre les parties, sera déterminée selon la procédure prévue par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

CHAPITRE IV. — *De l'acquisition, du remembrement et de la mise à disposition d'immeubles à l'usage de l'exploitation*

**Art. 7.** La Région, les provinces, les communes et les personnes de droit public désignées par le Gouvernement peuvent procéder à l'expropriation et à l'acquisition pour cause d'utilité publique des immeubles nécessaires à l'exploitation, à l'aménagement de leurs voies d'accès ou aux travaux complémentaires d'infrastructure, et pour autant que les réserves de gisement faisant l'objet de l'expropriation ne soient pas nécessaires à la continuation de l'activité industrielle ou à l'amortissement satisfaisant des installations d'une entreprise similaire voisine qui les détenait.

Les provinces, les communes et les personnes de droit public doivent être autorisées à cette fin par le Gouvernement.

**Art. 8.** Un plan est joint à l'arrêté. Il indique la situation, les limites des emprises ainsi que les limites des terrains à l'usage de l'exploitation, les voies d'accès et les travaux complémentaires d'infrastructure.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. L'arrêté est précédé d'une enquête publique d'une durée de quinze jours, faite par les soins de l'expropriant. En outre, celui-ci adresse un avertissement à chacune des personnes qui, selon les indications du cadastre, sont propriétaires ou copropriétaires des immeubles compris dans les terrains susdits ou des immeubles nécessaires à l'aménagement des voies d'accès de ces terrains ou aux travaux complémentaires d'infrastructure.

Les chemins qui traversent les immeubles expropriés sont désaffectés. Les servitudes qui grèvent ces immeubles sont éteintes.

Le droit de rétrocession prévu par l'article 23 de la loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ne peut être invoqué pour les expropriations visées par le présent article.

§ 2. a. Quelle que soit la personne de droit public intéressée, les comités d'acquisition d'immeubles institués auprès du Ministre qui a les Finances dans ses attributions peuvent être chargés de procéder à toutes les acquisitions ainsi que d'exercer les poursuites et diriger les procédures d'expropriation d'immeubles à effectuer en application du présent décret. Les présidents des comités d'acquisition sont compétents pour représenter en justice la personne de droit public expropriante.

Lorsqu'elle ne fait pas appel au comité, la personne de droit public doit soumettre au visa de celui-ci toute offre qu'elle compte faire à l'amiable ou en justice; ce projet d'offre est accompagné d'un rapport justificatif. Le comité doit notifier son visa ou son refus de viser dans un délai d'un mois à dater de la réception du dossier contenant le projet d'offre. En cas de nécessité, ce délai peut être prorogé d'un mois à la demande du comité. Le Gouvernement peut passer outre au refus de viser du comité, par arrêté dûment motivé et à la demande de la personne de droit public concernée.

b. En cas d'expropriation, il est procédé conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

c. Des expropriations décrétées successivement en vue de la création d'un ensemble nécessaire à l'exploitation industrielle sont, pour l'estimation de la valeur des biens expropriés, considérées comme formant un tout.

Dans l'appréciation de la valeur du bien exproprié, il ne peut donc être tenu compte d'une plus-value par suite de son inclusion dans cet ensemble.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Les terrains acquis en application des articles 7 à 9 sont mis à la disposition des utilisateurs par location, amodiation, emphytéose ou vente.

L'acte de mise à disposition doit contenir une clause précisant l'activité économique qui devra être exercée sur le terrain, ainsi que les autres modalités de son utilisation et, notamment, la date à laquelle l'activité devrait commencer.

En cas de vente, l'acte doit aussi contenir une clause selon laquelle la Région ou la personne de droit public intéressée a la faculté de racheter le terrain, si l'utilisateur cesse l'activité économique indiquée ou s'il ne respecte pas les modalités d'utilisation.

Dans cette hypothèse, et à défaut d'accord entre les parties, le prix de rachat des terrains est déterminé par les comités d'acquisition d'immeubles institués auprès du Ministre qui a les Finances dans ses attributions, agissant dans le cadre de la procédure en matière d'expropriation.

D'autre part, et à défaut d'accord entre les parties, le matériel et l'outillage, les bâtiments construits et l'infrastructure établie depuis que le bien a été cédé par la Région ou par une personne de droit public sont payés à leur valeur vénale lors du rachat du terrain. Cette valeur est déterminée par les comités d'acquisition d'immeubles visés à l'alinéa 4.

En cas de vente, l'utilisateur ne peut revendre le bien que moyennant l'accord de la Région ou de la personne de droit public vendeuse; les clauses visées aux alinéas 2 et 3 doivent figurer dans l'acte de revente.

§ 2. Quelle que soit la personne de droit public intéressée, les comités d'acquisition d'immeubles institués auprès du Ministre qui a les Finances dans ses attributions, ainsi que les receveurs des domaines, ont qualité de procéder, sans formalités spéciales et suivant les modalités prévues au paragraphe 1<sup>er</sup>, à la vente de gré à gré, à la location de gré à gré, pour une période ne dépassant pas nonante-neuf ans, des immeubles acquis ou expropriés en vertu du présent décret ou des immeubles domaniaux, auxquels le Gouvernement déciderait de donner une affectation prévue par le présent décret. Il peut être délivré des grosses des actes visés au présent alinéa.

Les personnes de droit public intéressées peuvent procéder elles-mêmes à la vente, à la location ou à l'amodiation des immeubles acquis ou expropriés par elles en vertu du présent décret. Lorsqu'elle ne fait pas appel au comité ou au receveur, la personne de droit public doit soumettre au visa de l'un de ceux-ci le projet d'acte de vente, de location ou de l'amodiation. Le comité ou le receveur doit notifier son visa ou son refus de viser dans un délai d'un mois à dater de la réception du dossier. En cas de nécessité, ce délai peut être prorogé d'un mois à la demande du comité ou du receveur.

En cas de refus de viser, le comité ou le receveur détermine, en les motivant, les conditions qu'il exige pour donner le visa. Le visa est censé accordé lorsque le comité ou le receveur laisse écouler le délai déterminé à l'alinéa précédent.

#### CHAPITRE V. — *Du bail à ferme des terrains faisant l'objet d'un permis d'environnement octroyé pour une carrière ou ses dépendances*

**Art. 11.** En cas de bail à ferme, et à défaut d'accord entre les parties, l'exploitant peut disposer des terrains faisant l'objet d'un permis d'environnement au plus tôt après la récolte des produits croissant au moment de la délivrance de ce permis. Les indemnités dues au preneur sont celles prévues par les articles 45 et 46 de la loi du 4 novembre 1969 relative au bail à ferme.

### TITRE III. — Dispositions finales

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives*

##### Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

**Art. 12.** L'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, a, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est remplacé par la disposition suivante :

« a. trois ans s'il s'agit :

1. soit d'un établissement nécessaire à un chantier de construction;
2. soit d'un établissement destiné à l'extraction ou à la valorisation de roches ornementales à partir d'une carrière ayant été exploitée ou en activité et nécessaire à un chantier de rénovation, de transformation, d'agrandissement ou de reconstruction d'un immeuble dans le respect du site bâti;

3. soit de la transformation ou de l'extension d'une carrière et, le cas échéant, de ses dépendances, dûment autorisées, lorsque cette transformation ou cette extension est requise pour faire face à des besoins momentanés d'intérêt public. »

**Art. 13.** A l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « de l'alinéa 2 et » sont insérés entre les mots « sans préjudice » et les mots « des articles ».

Le même alinéa est complété comme suit :

« Le permis peut être accordé pour une durée illimitée s'il porte sur une carrière. »

**Art. 14.** A l'article 55 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. Au paragraphe 7, trois alinéas sont ajoutés, libellés comme suit :

« Un recours contre toutes les décisions en matière de sûreté prévues par le présent article et la décision du fonctionnaire technique de non-remise en état est ouvert auprès du Gouvernement à l'exploitant.

Le recours contre les décisions en matière de sûreté est également ouvert au fonctionnaire technique, s'il n'est pas l'autorité compétente.

Le Gouvernement règle les modalités du recours et détermine notamment :

1° les informations que doit contenir le recours et sa forme;

2° les modalités d'instruction du recours par le fonctionnaire technique compétent. »

2. Un paragraphe 8 est ajouté, libellé comme suit :

« § 8. Le Gouvernement peut, pour les installations et les activités classées qu'il désigne, établir le mode de calcul de la sûreté en fonction de l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état déjà effectués. »

**Art. 15.** L'article 180 du même décret est remplacé par le texte suivant :

« Art. 180. Par « permis » au sens du présent article, il y a lieu d'entendre tout permis, toute autorisation, tout enregistrement ou toute permission dont l'obtention était prescrite avant l'entrée en vigueur du présent décret pour l'exploitation d'un établissement.

Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Les permis délivrés avant l'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les permis délivrés suite à une demande introduite avant cette date sont valables pour le terme fixé par le permis, sans préjudice de l'application des chapitres VIII, IX et X. »

#### *Section II. — Dispositions modifiant le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine*

**Art. 16.** A l'article 130 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, modifié par le décret du 27 novembre 1997, les paragraphes 2 et 3 sont abrogés.

#### *CHAPITRE II. — Dispositions abrogatoires*

**Art. 17.** Est abrogé le décret du 27 octobre 1988 sur les carrières tel que modifié par les décrets des 23 décembre 1993, 21 janvier 1999 et 8 février 2002.

**Art. 18.** Sont abrogés les articles 3, 4, 84 à 112 des lois sur les mines, minières et carrières coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919, les articles 8 à 12 de l'arrêté royal du 5 mai 1919, portant règlement général de police sur les mines, minières et carrières souterraines, modifié par la loi du 19 août 1948, et par l'arrêté royal du 20 septembre 1950, en ce qui concerne les minières et carrières souterraines, l'arrêté royal du 14 août 1933 concernant la police et la surveillance des carrières à ciel ouvert, l'arrêté royal du 15 avril 1959 relatif à la permission d'exploitation des minières, modifié par l'arrêté royal du 11 septembre 1962, les Titres I<sup>er</sup> et II de l'arrêté royal du 2 avril 1935 portant règlement sur la police et la surveillance des carrières souterraines, modifié par l'arrêté royal du 4 août 1959. Sont abrogées les dispositions relatives aux carrières et à leurs dépendances contenues dans le Règlement général pour la protection du travail et ses annexes.

#### *CHAPITRE III. — Dispositions transitoires*

**Art. 19.** A la condition que chacun d'eux ait été délivré, les autorisations d'exploiter une carrière et les permissions d'exploiter une minière délivrées avant l'entrée en vigueur du décret du 23 décembre 1993 complétant l'article 41 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, d'une part, et les permis de bâtir délivrés soit avant l'entrée en vigueur du même décret lorsqu'ils étaient requis, soit à la suite d'une demande introduite conformément à l'article 41, § 6, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, tel que modifié par le décret du 23 décembre 1993 susmentionné, d'autre part, tiennent lieu de permis d'extraction.

Pour autant qu'une décision ait été rendue sur la demande de permis de bâtir introduite sur la base de l'article 41, § 6, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, tel que modifié par le décret du 23 décembre 1993 susmentionné, avant le 1<sup>er</sup> février 2002, qu'un recours administratif contre cette décision ait été introduit dans les délais légaux et que le demandeur de permis fasse toute diligence pour qu'il soit statué sur sa demande, les titulaires d'une autorisation d'exploiter une carrière ou d'une permission d'exploiter une minière peuvent continuer à exercer leur exploitation jusqu'à la notification de la décision définitive, statuant sur leur demande de permis de bâtir.

Par dérogation à l'article 18, les dispositions antérieures sont d'application quant aux litiges introduits sous l'empire des dispositions qu'abroge le présent décret.

La procédure fixée par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement pour déterminer les obligations en matière de réaménagement et de cautionnement sera d'application.

#### CHAPITRE IV. — *Coordination*

**Art. 20.** Le Gouvernement peut coordonner les dispositions du présent décret avec celles du décret du Conseil régional wallon relatif au permis d'environnement, du décret du Conseil régional wallon sur les mines et avec celles des lois sur les mines, minières et carrières coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919 dans la mesure où elles portent sur des matières qui relèvent de la compétence de la Région, ainsi qu'avec les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où la coordination sera établie.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 21.** Le présent décret entre en vigueur en même temps que le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 juillet 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

—————  
Note

(1) *Session 2001-2002.*

*Documents du Conseil 372 (2001-2002) N<sup>os</sup> 1 à 3.*

*Compte rendu intégral, séance publique du 26 juin 2002*

*Discussion - Vote.*

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 2821

[C — 2002/27680]

#### 4. JULI 2002 — Dekret über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

#### TITEL I. — Definitionen

**Artikel 1** - Steinbrüche sind Tätigkeiten, durch die die Gewinnung und die Verwertung der in der Erde enthaltenen oder an der Erdoberfläche vorzufindenden Massen mineralischer oder fossiler Rohstoffe gewährleistet werden und die nicht als Gruben eingestuft sind.

**Art. 2** - Die Nebenanlagen der Steinbrüche sind die im Umkreis der Tätigkeiten eingerichteten Anlagen, die für die Verwertung der dort gewonnenen Rohstoffe erforderlich sind.

## TITEL II. - Steinbrüche

### KAPITEL I. — *Genehmigungen*

**Art. 3** - Die Steinbrüche und deren Nebenanlagen können lediglich aufgrund der Umweltgenehmigung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung betrieben werden.

### KAPITEL II. — *Begutachtender Regionalausschuss für den Steinbruchbetrieb*

**Art. 4** - Es wird ein begutachtender Regionalausschuss für den Steinbruchbetrieb eingerichtet. Dieser Ausschuss setzt sich zu jeweils einem Drittel aus Beamten, Vertretern der Betreiber und Vertretern der unterschiedlichen Interessen zusammen, die von der Regierung bezeichnet werden.

Die Regierung bestimmt die Anzahl der Ausschussmitglieder, die Modalitäten für deren Invorschlagbringung und die Arbeitsweise des Ausschusses.

**Art. 5** - Der Regionalausschuss hat zur Aufgabe:

- a. die Regierung über alle Aspekte des Betriebs und der Gewinnung in den Steinbrüchen zu unterrichten;
- b. ein Gutachten über die Vorhaben von Infrastrukturarbeiten im Hinblick auf die wirtschaftliche Nutzung mineralischer Rohstoffe abzugeben;
- c. Vorschläge über etwaige Sektorenplanänderungen anzumelden;
- d. Stellung zu beziehen über alle Fragen, die ihm durch die Regierung unterbreitet werden.

### KAPITEL III. — *Recht zur Benutzung und Bewirtschaftung fremder Grundstücke*

**Art. 6** - Falls der Eigentümer nicht zustimmt, darf die Regierung jedem Unternehmen, das diesbezüglich einen Antrag stellt, das Recht zusprechen, fremde Grundstücke zu benutzen und zu bewirtschaften, um die Versorgung eines Steinwerks, in dem dieselben Rohstoffe schon mindestens seit fünf Jahren gewonnen werden, sicherzustellen, vorausgesetzt, dass diese Grundstücke von seinem Betriebsfeld umschlossen sind bzw. darin hineinragen, und dass sie die wirtschaftliche und rationelle Ausbeutung des Vorkommens beeinträchtigen, und insofern die von diesem Recht betroffenen Lagerstätten nicht für die Fortführung der Gewerbetätigkeit oder für die befriedigende Amortisierung der Anlagen eines ähnlichen benachbarten Unternehmens, in dessen Besitz sie waren, notwendig sind.

Die zwecks Erhaltung solcher Rechte zu beachtende Verfahrensweise wird durch die Regierung festgelegt und umfasst insbesondere eine öffentliche Untersuchung.

Der Inhaber eines Rechts zur Benutzung und Bewirtschaftung eines fremden Grundstücks schuldet dem Eigentümer eine Abfindung, die mangels gütlicher Einigung zwischen den Parteien, nach dem durch das Gesetz vom 26. Juli 1962 über das Dringlichkeitsverfahren bei gemeinnützigen Enteignungen vorgesehenen Verfahren festgelegt wird.

### KAPITEL IV. — *Erwerb, Zusammenlegung und Zurverfügungstellung von Immobilien für den Betrieb*

**Art. 7** - Die Region, die Provinzen, die Gemeinden und die durch die Regierung bezeichneten öffentlich-rechtlichen Personen dürfen im öffentlichen Interesse die für den Betrieb notwendigen Immobilien enteignen und erwerben, ihre Zufahrten ändern und die erforderlichen zusätzlichen Infrastrukturarbeiten vornehmen, insofern die von dem Enteignungsrecht betroffenen Lagerstätten nicht für die Fortführung der Gewerbetätigkeit oder für die befriedigende Amortisierung der Anlagen eines ähnlichen benachbarten Unternehmens, in dessen Besitz sie waren, notwendig sind.

Die Provinzen, die Gemeinden und die öffentlich-rechtlichen Personen müssen dazu durch die Regierung ermächtigt werden.

**Art. 8** - Ein Plan wird dem Erlass beigelegt. Auf diesem Plan werden die Lage, die Grenzen des enteigneten Geländes, sowie die Grenzen der für den Betrieb bestimmten Grundstücke, die Zufahrten und die zusätzlichen Infrastrukturarbeiten angegeben.

**Art. 9** - § 1. Dem Erlass geht eine vom Enteigner durchzuführende öffentliche Untersuchung von fünfzehn Tagen voran. Außerdem hat dieser die jeweiligen Personen zu benachrichtigen, die laut Katastereintragung Eigentümer oder Miteigentümer der auf den oben erwähnten Grundstücken gelegenen Immobilien oder der für die Anlage der Zufahrten zu diesen Grundstücken oder für die zusätzlichen Infrastrukturarbeiten notwendigen Immobilien sind.

Durch die enteigneten Immobilien führende Wege werden umgewidmet. Die diese Immobilien belastenden Grunddienstbarkeiten erlöschen.

Das in Artikel 23 des Gesetzes vom 17. April 1835 über die Enteignung im öffentlichen Interesse vorgesehene Rückabtretungsrecht kann für die im vorliegenden Artikel erwähnten Enteignungen nicht geltend gemacht werden.

§ 2. a. Welche die betreffende öffentlich-rechtliche Person auch sein mag, können die beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, eingerichteten Immobilienerwerbskomitees damit beauftragt werden, alle Anschaffungen zu tätigen, sowie alle Klagen anzustreben und die in Anwendung dieses Dekrets zu bewerkstellenden Immobilienenteignungsverfahren einzuleiten. Die Vorsitzenden der Immobilienerwerbskomitees sind befugt, die enteignende öffentlich-rechtliche Person gerichtlich zu vertreten.

Zieht die enteignende öffentlich-rechtliche Person das Komitee nicht heran, so muss sie diesem jedes Angebot, das sie auf dem freihändigen oder auf dem gerichtlichen Wege zu unterbreiten beabsichtigt, zur Billigung vorlegen; diesem Angebotsentwurf ist ein Rechtfertigungsbericht beizufügen. Das Komitee muss seine Billigung oder seine Billigungsverweigerung innerhalb eines Monats nach Erhalt der Akte, die den Angebotsentwurf enthält, zustellen. Bei Bedarf kann diese Frist auf Antrag des Komitees um einen Monat verlängert werden. Die Regierung kann die Billigungsverweigerung des Komitees durch ordnungsgemäß begründeten Erlass und auf Antrag der betreffenden öffentlich-rechtlichen Person außer Acht lassen.

b. Im Falle der Enteignung wird gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 26. Juli 1962 über das Dringlichkeitsverfahren bei Enteignungen im öffentlichen Interesse verfahren.

c. Nacheinander im Hinblick auf die Einrichtung eines für den gewerblichen Abbau notwendigen Komplexes beschlossene Enteignungen werden hinsichtlich der Wertschätzung der enteigneten Immobilien als ein Ganzes betrachtet.

Bei der Abschätzung der enteigneten Immobilien darf deshalb ein infolge ihrer Einbeziehung in diesen Komplex erzielter Wertzusatz nicht berücksichtigt werden.

**Art. 10** - § 1. Die in Anwendung der Artikel 7 bis 9 erworbenen Grundstücke werden den Benutzern durch Vermietung, Verpachtung, Erbpacht oder Verkauf zur Verfügung gestellt.

Die Zurverfügungstellungsurkunde muss eine Klausel enthalten, in der die wirtschaftliche Tätigkeit, die auf dem Grundstück ausgeübt werden muss, sowie die anderen Verwendungsmodalitäten, insbesondere der Tag, an dem die Tätigkeit beginnen sollte, erwähnt werden.

Im Falle des Verkaufs muss der Vertrag ebenfalls eine Klausel beinhalten, nach der die Region bzw. die betreffende öffentlich-rechtliche Person das Recht hat, das Grundstück zurückzukaufen, wenn der Benutzer die angegebene wirtschaftliche Tätigkeit stilllegt oder wenn er die Verwendungsmodalitäten nicht beobachtet.

In diesem Fall und soweit keine Einigung zwischen den Parteien zustande kommt, wird der Rückkaufpreis für die Grundstücke von den beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, eingesetzten Immobilienerwerbskomitees im Rahmen des Enteignungsverfahrens festgelegt.

Andererseits und soweit keine Einigung zwischen den Parteien erzielt wird, werden das Material, die Abbaugeräte, die Bauten und die Infrastruktur, die seit der Immobilienabtretung durch die Region oder eine öffentlich-rechtliche Person errichtet bzw. angelegt worden sind, nach ihrem Verkaufswert beim Rückwerb des Grundstücks gezahlt. Dieser Wert wird von den in Absatz 4 erwähnten Immobilienerwerbskomitees festgelegt.

Im Falle des Verkaufs darf der Benutzer die Immobilien nur mit der Zustimmung der Region bzw. der veräußernden öffentlich-rechtlichen Person weiterverkaufen; die in den Absätzen 2 und 3 erwähnten Klauseln müssen im Weiterverkaufsvertrag angegeben werden.

§ 2. Welche die betreffende öffentlich-rechtliche Person auch sein mag, sind die beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, eingesetzten Immobilienerwerbskomitees, sowie die Domäneneinnehmer befugt, den freihändigen Verkauf bzw. die freihändige Vermietung für einen Zeitraum, der neunundneunzig Jahre nicht übersteigt, der aufgrund dieses Dekrets erworbenen oder enteigneten Immobilien oder der Domänialgüter, für welche die Regierung eine im vorliegenden Dekret vorgesehene Zweckbestimmung beschließen würde, ohne besondere Förmlichkeiten, nach den in Paragraph 1 vorgesehenen Modalitäten zu tätigen. Von den im vorliegenden Absatz erwähnten Verträgen dürfen Abschriften ausgestellt werden.

Die betreffenden öffentlich-rechtlichen Personen dürfen den Verkauf, die Vermietung oder die Verpachtung der Immobilien, die sie aufgrund dieses Dekrets erworben oder enteignet haben, selbst vornehmen. Wenn die öffentlich-rechtliche Person das Komitee oder den Einnehmer nicht heranzieht, muss sie einem der beiden den Entwurf des Kauf-, Miet- bzw. Pachtvertrags zur Billigung vorlegen. Das Komitee bzw. der Einnehmer muss seine Billigung bzw. seine Billigungsverweigerung innerhalb eines Monats nach Erhalt der Akte zustellen. Bei Bedarf kann diese Frist um einen Monat auf Antrag des Komitees oder des Einnehmers verlängert werden.

Bei Billigungsverweigerung muss das Komitee bzw. der Einnehmer die von ihm zur Billigung gestellten Bedingungen festlegen und begründen. Die Billigung gilt als gewährt, wenn das Komitee bzw. der Einnehmer die im vorstehenden Absatz erwähnte Frist ablaufen lässt.

**KAPITEL V. — Landpachtvertrag für die Grundstücke,  
die Gegenstand einer für einen Steinbruch oder dessen Nebenanlagen gewährten Umweltgenehmigung sind**

**Art. 11** - Im Falle eines Landpachtvertrags und wenn keine Einigung zwischen den Parteien erzielt wird, darf der Unternehmer über die den Gegenstand einer Umweltgenehmigung bildenden Grundstücke erst nach der Ernte der darauf zur Zeit der Erteilung dieser Genehmigung heranwachsenden Produkte verfügen. Die dem Landpächter schuldigen Abfindungen sind diejenigen, die in den Artikeln 45 und 46 des Gesetzes vom 4. November 1969 über den Landpachtvertrag vorgesehen sind.

## TITEL III. — Schlussbestimmungen

KAPITEL I. — *Abänderungsbestimmungen**Abschnitt I.* — Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

**Art. 12** - Artikel 1, 4°, a. des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«a. drei Jahre falls es sich:

1. entweder um einen Betrieb handelt, der für eine Baustelle erforderlich ist;
2. um einen Betrieb handelt, der für die Gewinnung oder Verwertung von Ziergesteinen bestimmt ist, die von einem Steinbruch stammen, der bewirtschaftet wurde oder in Betrieb war und der für eine Baustelle zur Renovierung, baulichen Veränderung, Erweiterung oder zum Wiederaufbau eines Gebäudes unter Beachtung des bebauten Standorts notwendig ist;
3. oder um die ordnungsgemäß genehmigte Umänderung oder Erweiterung eines Steinbruchs und gegebenenfalls seiner Nebenanlagen handelt, wenn diese Umänderung oder Erweiterung zur Bestreitung augenblicklicher Bedürfnisse öffentlichen Interesses erforderlich ist.»

**Art. 13** - In Artikel 50, § 1, Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter "des Absatzes 2 und" zwischen das Wort "unbeschadet" und die Wörter "der Artikel" eingefügt.

Derselbe Absatz wird folgendermaßen ergänzt:

«Die Genehmigung kann für eine unbegrenzte Dauer gewährt werden, wenn sie einen Steinbruch betrifft.»

**Art. 14** - In Artikel 55 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. In Paragraph 7 werden drei Absätze mit folgenden Wortlauten beigefügt:

Dem Unternehmer steht es offen, bei der Regierung Einspruch gegen alle in dem vorliegenden Artikel vorgesehenen Beschlüsse in Sachen Sicherheitsleistungen und den Beschluss des technischen Beamten über die Nicht-Wiederinstandsetzung zu erheben.

Der Einspruch gegen die Beschlüsse in Sachen Sicherheitsleistungen steht ebenfalls dem technischen Beamten offen, wenn es sich nicht um die zuständige Behörde handelt.

Die Regierung regelt die Modalitäten für den Einspruch und bestimmt insbesondere:

- 1° die Informationen, die der Einspruch zu enthalten hat und dessen Form;
  - 2° die Modalitäten für die Untersuchung des Einspruchs durch den zuständigen technischen Beamten.»
2. Ein Paragraph 8 mit folgendem Wortlaut wird beigefügt:

«§ 8. Die Regierung kann für die von ihr bezeichneten eingestuften Anlagen und Tätigkeiten einen Berechnungsmodus der Sicherheitsleistung unter Berücksichtigung des Fortschritts der bereits durchgeführten Betriebsarbeiten und Wiederinstandsetzung erstellen.»

**Art. 15** - Artikel 180 desselben Dekrets wird durch folgenden Text ersetzt:

« Art. 180 - Unter "Genehmigung" im Sinne des vorliegenden Dekrets ist jegliche Genehmigung, Erlaubnis, Einregistrierung oder Befugnis zu verstehen, deren Erlangung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets für die Bewirtschaftung eines Betriebs vorgeschrieben wurde.

Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereichten Genehmigungsanträge, sowie die sich darauf beziehenden verwaltungsrechtlichen Einsprüche werden nach den am Tag der Einreichung des Antrags rechtskräftigen Regeln bearbeitet.

Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ausgestellten Genehmigungen, sowie die infolge eines vor diesem Datum eingereichten Genehmigungsantrags ausgestellten Genehmigungen sind unbeschadet der Anwendung der Kapitel VIII, IX und X für die festgelegte Frist gültig.»

*Abschnitt II* - Bestimmungen zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe

**Art. 16** - In Artikel 130 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, abgeändert durch das Dekret vom 27. November 1997, werden die Paragraphen 2 und 3 außer Kraft gesetzt.

KAPITEL II. — *Aufhebungsbestimmungen*

**Art. 17** - Das Dekret vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Dezember 1993, vom 21. Januar 1999 und vom 8. Februar 2002, wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 18** - Die Artikel 3, 4, 84 bis 112 der durch den Königlichen Erlass vom 15. September 1919 koordinierten Gesetze über die Gruben, Erztagebaue und Steinbrüche, die Artikel 8 bis 12 des Königlichen Erlasses vom 5. Mai 1919 zur allgemeinen Polizeiordnung über die Gruben, Erztagebaue und unterirdischen Steinbrüche, abgeändert durch das Gesetz vom 19. August 1948 und durch den Königlichen Erlass vom 20. September 1950, was die Erztagebaue und die unterirdischen Steinbrüche betrifft, der Königliche Erlass vom 14. August 1933 über die Polizei und die Aufsicht der Steinbrüche unter freiem Himmel, der Königliche Erlass vom 15. April 1959 über die Berechtigung zum Betrieb eines Erztagebaus, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 11. September 1962, die Titel I und II des Königlichen Erlasses vom 2. April 1935 zur Regelung der Polizei und Aufsicht der unterirdischen Steinbrüche, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 4. August 1959, werden außer Kraft gesetzt. Die in der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung und deren Anlagen enthaltenen Bestimmungen bezüglich der Steinbrüche und deren Nebenanlagen werden außer Kraft gesetzt.

KAPITEL III. — *Übergangsbestimmungen*

**Art. 19** - Die vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 23. Dezember 1993 zur Ergänzung von Artikel 41 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe ausgestellten Genehmigungen zum Betrieb eines Steinbruchs und die Berechtigungen zum Betrieb eines Erztagebaus einerseits, und die entweder vor dem Inkrafttreten desselben Dekrets ausgestellten Baugenehmigungen, wenn diese erfordert wurden, oder die infolge eines gemäß Artikel 41, § 6 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe in seiner durch das oben erwähnte Dekret vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung eingereichten Antrags ausgestellten Baugenehmigungen andererseits sind mit einer Gewinnungsgenehmigung gleichwertig, unter der Bedingung, dass jede davon ausgestellt wurde.

Die Inhaber einer Genehmigung zum Betrieb eines Steinbruchs oder einer Berechtigung zum Betrieb eines Erztagebaus können ihren Betrieb bis zur Zustellung des endgültigen Beschlusses, der über ihren Antrag auf eine Baugenehmigung befindet, weiter betreiben, vorausgesetzt, dass ein Beschluss über den auf der Grundlage des Artikels 41, § 6 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe in seiner durch das oben erwähnte Dekret vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung vor dem 1. Februar 2002 eingereichten Antrag auf eine Baugenehmigung gefasst wurde, dass innerhalb der gesetzlichen Fristen eine verwaltungsrechtliche Beschwerde gegen diesen Beschluss eingereicht wurde und dass der Antragsteller für die Genehmigung sich bemüht, dass schnellstmöglich über seinen Antrag befunden wird.

In Abweichung des Artikels 18 finden die vorherigen Bestimmungen Anwendung, was die aufgrund der durch das vorliegende Dekret außer Kraft gesetzten Bestimmungen eingereichten Streitfälle betrifft.

Das durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung zur Bestimmung der Verpflichtungen in Sachen Wiederinstandsetzung und Sicherheitsleistung festgelegte Verfahren ist anwendbar.

KAPITEL IV. — *Koordinierung*

**Art. 20** - Die Regierung kann die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets mit denjenigen des Dekrets des Wallonischen Regionalrats über die Umweltgenehmigung, des Dekrets des Wallonischen Regionalrats über die Gruben und mit denjenigen der durch den Königlichen Erlass vom 15. September 1919 koordinierten Gesetze über die Gruben, Erztagebaue und Steinbrüche, insofern sie sich auf Bereiche beziehen, die unter die Zuständigkeit der Region fallen, sowie mit denjenigen Bestimmungen koordinieren, die sie ausdrücklich oder stillschweigend zum Zeitpunkt der Koordinierung abgeändert hätten.

KAPITEL V. — *Schlussbestimmungen*

**Art. 21** - Das vorliegende Dekret tritt zur gleichen Zeit wie das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 4. Juli 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2001-2002*

*Dokumente des Rats* 361 (2001-2002) Nrn. 1 bis 3

*Ausführliches Sitzungsprotokoll* – öffentliche Sitzung vom 26. Juni 2002

Diskussion - Abstimmung



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 2821

[C — 2002/27680]

**4 JULI 2002. — Decreet op de groeven en houdende wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

## TITEL I. — Begripsomschrijving

**Artikel 1.** Groeven zijn bedrijven waarvan de activiteiten gericht zijn op de delving en de valorisatie van massa's ondergrondse of bovengrondse minerale of fossiele stoffen. Ze zijn niet onder de mijnen ingedeeld.

**Art. 2.** De bijhorigheden van de groeven zijn installaties die nodig zijn voor de valorisatie van de gedolven producten. Ze worden aangebracht in de nabijheid van de activiteiten.

## TITEL II — Groeven

HOOFDSTUK I. — *Vergunningen*

**Art. 3.** De groeven en hun bijhorigheden mogen slechts krachtens de milieuvergunning in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning geëxploiteerd worden.

HOOFDSTUK II. — *Gewestelijke adviescommissie voor de ontginning van groeven*

**Art. 4.** Er wordt een Gewestelijke Adviescommissie voor de ontginning van groeven ingesteld. Die Commissie bestaat voor één derde uit ambtenaren, voor één derde uit vertegenwoordigers van de exploitanten en voor één derde uit vertegenwoordigers van diverse belangengroepen aangewezen door de Regering.

De Regering bepaalt het aantal leden van de Commissie, de modaliteiten voor hun voordracht en de werking van de commissie.

**Art. 5.** De Gewestelijke Commissie heeft als opdracht :

- a. de Regering te informeren over alle aspecten inzake ontginning en delving in groeven;
- b. advies uit te brengen over de ontwerpen van infrastructuurwerken ten aanzien van de rationele ontginning van minerale stoffen;
- c. voorstellen te doen over de eventuele herziening van de gewestplannen;
- d. advies uit te brengen over alle vraagstukken die de Regering haar voorlegt.

HOOFDSTUK III. — *Recht tot bezetting en ontginning van andermans gronden*

**Art. 6.** Bij gebrek aan toestemming van de eigenaar kan de Regering aan elk bedrijf dat erom vraagt het recht verlenen om andermans gronden te bezetten en te ontginnen met het oog op de bevoorrading van een exploitatiezetel waar sinds minstens vijf jaar dezelfde stoffen worden gedolven, op voorwaarde dat die gronden gelegen zijn binnen het ontginningsgebied ervan of er aan de oppervlakte liggen, dat ze de economische en rationele ontginning van de afzetting hinderen en dat de voorraad van de afzetting die het voorwerp uitmaakt van dat recht niet nodig is voor de voortzetting van de industriële activiteiten of voor de voldoende aflossing van de installaties van een naburige gelijksoortige onderneming die die de voorraad in bezit had.

De te volgen procedure om zulke rechten te verkrijgen wordt bepaald door de Regering en bestaat o.a. uit een openbaar onderzoek.

De houder van het recht om andermans gronden te bezetten en te ontginnen is de eigenaar van die gronden een vergoeding verschuldigd waarvan het bedrag bij gebrek aan een minnelijke overeenkomst tussen de partijen wordt bepaald overeenkomstig de procedure bepaald bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de spoedprocedure inzake onteigening ten algemene nutte.

HOOFDSTUK IV. — *Aankoop, verkaveling en terbeschikkingstelling van onroerende goederen ten behoeve van de ontginning*

**Art. 7.** Het Gewest, de provincies, de gemeenten en de door de Regering aangewezen publiekrechtelijke personen mogen de onroerende goederen die nodig zijn voor de ontginning, de aanleg van toegangswegen of de aanvullende infrastructuurwerken ten algemene nutte onteigenen en aankopen voor zover de voorraad van de afzetting die het voorwerp van de onteigening uitmaakt niet nodig is voor de voortzetting van de industriële activiteiten of voor de voldoende aflossing van de installaties van een naburige gelijksoortige onderneming die de voorraad in bezit had.

De provincies, gemeenten en publiekrechtelijke personen moeten daartoe door de Regering worden gemachtigd.

**Art. 8.** Het besluit gaat vergezeld van een plan met de ligging, de grenzen van de onteigeningen en van de voor de ontginning bestemde terreinen, met de toegangswegen en de aanvullende infrastructuurwerken.

**Art. 9.** § 1. Het besluit wordt voorafgegaan door een openbaar onderzoek dat veertien dagen duurt en door de onteigenende instantie wordt ingesteld. De onteigenende instantie stuurt een bericht aan elke persoon die volgens het kadaster eigenaar of medeëigenaar is van de onroerende goederen die deel uitmaken van bedoelde terreinen of die nodig zijn voor de aanleg van toegangswegen naar die terreinen of voor aanvullende infrastructuurwerken.

De wegen die door de onteigende onroerende goederen lopen, worden aan hun vroegere bestemming onttrokken. De erfdiensbaarheden die die goederen bezwaren, gaan teniet.

Het recht van teruggave bepaald bij artikel 23 van de wet van 17 april 1835 betreffende de onteigening ten algemenen nutte kan niet worden ingeroepen voor de onteigeningen bedoeld in dit artikel.

§ 2. a. De bij de Minister van Financiën opgerichte aankoopcomités voor onroerende goederen kunnen belast worden met alle aankopen, met het instellen van vervolgingen en met het voeren van de procedures voor de overeenkomstig dit decreet uit te voeren onteigening van onroerende goederen, ongeacht de belanghebbende publiekrechtelijke persoon. De voorzitters van de aankoopcomités zijn bevoegd om de onteigenende publiekrechtelijke instantie voor de rechtbank te vertegenwoordigen.

Als de publiekrechtelijke persoon geen beroep doet op het comité, is het visum van het comité nodig voor ieder aanbod dat hij van plan is op minnelijke wijze of via juridische middelen te doen; het ontwerp van aanbod gaat vergezeld van een verklarend verslag. Het comité verleent of weigert zijn visum binnen één maand na ontvangst van het dossier betreffende het ontwerp van aanbod. Die termijn kan desnoods met één maand verlengd worden op verzoek van het comité. Op verzoek van de betrokken publiekrechtelijke persoon kan de Regering de visumweigering van het comité negeren bij een behoorlijk gemotiveerd besluit.

b. In geval van onteigening wordt er gehandeld overeenkomstig de bepalingen van de wet van 26 juli 1962 betreffende de spoedprocedure inzake onteigening ten algemenen nutte.

c. Om de waarde van de onteigende goederen te schatten, worden de onteigeningen die achtereenvolgens uitgesproken worden met het oog op de oprichting van een geheel dat nodig is voor een industriële ontginning, globaal in aanmerking genomen.

Bij de schatting van de waarde van het onteigende goed kan dus geen rekening worden gehouden met een meerwaarde ten gevolge van de opnemings ervan in het geheel.

**Art. 10.** § 1. De overeenkomstig de artikelen 7 tot 9 aangekochte terreinen worden ter beschikking van de gebruikers gesteld door verhuring, verpachting, erfpacht of verkoop.

De akte van terbeschikkingstelling bevat een clause waarin de op bedoeld terrein uit te oefenen economische activiteit, alsmede de overige modaliteiten voor het gebruik ervan en de begindatum van de activiteit vermeld staan.

In geval van verkoop moet de akte ook een clause bevatten die bepaalt dat het Gewest of de publiekrechtelijke persoon een recht van wederinkoop op het terrein heeft als de gebruiker ophoudt bedoelde economische activiteit uit te oefenen of de gebruiksmodaliteiten niet in acht neemt.

In dat geval of bij gebrek aan overeenkomst tussen de partijen wordt de wederkoopprijs van de terreinen bepaald door de bij de Minister van Financiën ingestelde aankoopcomités voor onroerende goederen die in het kader van de onteigeningsprocedure handelen.

Anderzijds en bij gebrek aan overeenkomst tussen de partijen worden het materieel en de werktuigen, de gebouwen en de infrastructuur die zijn opgericht sinds het Gewest of een publiekrechtelijk persoon het goed heeft afgestaan, bij de wederinkoop van het terrein betaald tegen de verkoopwaarde ervan. Die waarde wordt bepaald door de aankoopcomités voor onroerende goederen bedoeld in het vierde lid.

In geval van verkoop kan de gebruiker het goed slechts doorverkopen met de toestemming van het Gewest of van de publiekrechtelijke persoon die verkoopt; de clausules bedoeld in het tweede en het derde lid worden opgenomen in de akte van herverkoop.

§ 2. Ongeacht de betrokken publiekrechtelijke persoon hebben de bij de Minister van Financiën ingestelde aankoopcomités voor onroerende goederen en de ontvangers der domeinen machtiging om zonder specifieke formaliteiten en met inachtneming van de in § 1 bedoelde bepalingen over te gaan tot de onderhandse verkoop of verhuring, voor een periode van hoogstens negenennegentig jaar, van de onroerende goederen aangekocht of onteigend krachtens dit decreet of van de domaniale onroerende goederen waaraan de Regering een bij dit decreet bepaalde bestemming zou willen geven. Van de in dit lid bedoelde akten kunnen grossen worden afgegeven.

De betrokken publiekrechtelijke personen mogen de door hen krachtens dit decreet aangekochte of onteigende onroerende goederen zelf verkopen, verhuren of verpachten. Als de publiekrechtelijke persoon geen beroep doet op het comité of op de ontvanger, moet hij het ontwerp van verkoop-, verhuur- of verpachtingsakte hetzij door het comité hetzij door de ontvanger laten viseren. Het comité of de ontvanger moet zijn visum of visumweigering binnen één maand na ontvangst van het dossier betekenen. Die termijn kan desnoods met één maand verlengd worden op verzoek van het comité of van de aanvrager.

In geval van visumweigering bepaalt en motiveert het comité of de ontvanger de voorwaarden waaronder het visum wordt verleend. Het visum wordt geacht verleend te zijn wanneer het comité of de ontvanger de in het vorige lid bedoelde termijn laat verstrijken.

#### HOOFDSTUK V. — *Pachtcontract voor terreinen onderworpen aan een milieuvergunning verleend voor een groeve of de bijhorigheden ervan*

**Art. 11.** In geval van een pachtcontract en bij gebrek aan een overeenkomst tussen de partijen mag de exploitant de aan een milieuvergunning onderworpen terreinen ten vroegste in gebruik nemen na de oogst van de producten die erop groeien wanneer de vergunning wordt verleend. De aan de pachter verschuldigde vergoedingen liggen vast in de wet van 4 november 1969 betreffende het pachtcontract.

## TITEL III – Slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen**Afdeling 1.* — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

**Art. 12.** Artikel 1, 4°, a., van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt vervangen als volgt :

« a. drie jaar als het gaat :

1. om een inrichting die nodig is voor een bouwwerf;
2. om een inrichting die bestemd is voor de delving of de valorisatie van sierrotsen uit een reeds geëxploiteerde of in exploitatie zijnde groeve en die nodig is voor een werf met het oog op de renovatie, ombouw, uitbreiding of wederopbouw van een onroerend goed met inachtneming van de bebouwde site;
3. om de behoorlijk vergunde verbouwing of uitbreiding van een groeve en, in voorkomend geval, van de bijhorigheden ervan, ten einde in te spelen op tijdelijke behoeften van algemeen belang. »

**Art. 13.** In artikel 50, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « het tweede lid en » ingevoegd tussen het woord « onverminderd » en de woorden « de artikelen ».

Hetzelfde lid wordt aangevuld als volgt :

« De vergunning kan voor onbepaalde duur verleend worden als ze betrekking heeft op een groeve. »

**Art. 14.** Artikel 55 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. In § 7 worden drie leden toegevoegd, luidend als volgt :

« De exploitant kan bij de Regering een beroep instellen tegen alle beslissingen inzake zekerheid bedoeld in dit artikel en tegen de beslissing van de technisch ambtenaar over het niet-herstel.

De technisch ambtenaar kan ook het beroep tegen de beslissingen inzake zekerheid instellen als hij de bevoegde overheid niet is.

De Regering regelt de modaliteiten om beroep in te stellen en bepaalt met name :

- 1° de in het beroep te vermelden gegevens en de vorm ervan;
  - 2° de modaliteiten die de bevoegde technisch ambtenaar in acht moet nemen bij de behandeling van het beroep. »
2. Er wordt een § 8 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 8. Voor de haar aangewezen ingedeelde installaties en activiteiten kan de Regering de berekeningswijze van de zekerheid bepalen naar gelang van de stand van de reeds uitgevoerde exploitatie- en herstelwerken. »

**Art. 15.** Artikel 180 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 180. Onder vergunning in de zin van dit artikel wordt verstaan elke vergunning, machtiging, registratie of toelating die vóór de inwerkingtreding van dit decreet verleend moest worden voor de exploitatie van een inrichting.

De vóór de inwerkingtreding van dit decreet ingediende vergunningsaanvragen en de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels die van toepassing zijn de dag waarop de aanvraag wordt ingediend.

De vergunningen verleend vóór de inwerkingtreding van dit decreet en de vergunningen verleend naar aanleiding van een vóór die datum ingediende aanvraag gelden voor de in de vergunning vastgelegde termijn, onverminderd de toepassing van de hoofdstukken VIII, IX en X. »

*Afdeling II.* — Bepalingen tot wijziging van het Waals wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium

**Art. 16.** In artikel 130 van het Waals wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden de §§ 2 en 3 opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 17.** Het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven, zoals gewijzigd bij de decreten van 23 december 1993, 21 januari 1999 en 8 februari 2002, wordt opgeheven.

**Art. 18.** De artikelen 3, 4, 84 tot 112 van de wetten op de mijnen, groeven en graverijen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 15 september 1919, de artikelen 8 to 12 van het koninklijk besluit van 5 mei 1919 houdende algemene politieverordening op de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven, gewijzigd bij de wet van 19 augustus 1948 en bij het koninklijk besluit van 20 september 1950, wat betreft de ondergrondse graverijen en groeven, het koninklijk besluit van 14 augustus 1933 betreffende de politie en het toezicht op de openluchtgroeven, het koninklijk besluit van 15 april 1959 betreffende de toelating om graverijen te ontginnen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 september 1962, Titel I en II van het koninklijk besluit van 2 april 1935 houdende politiereglement en toezicht op de ondergrondse groeven, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1959, worden opgeheven. De bepalingen betreffende de groeven en de bijhorigheden ervan bedoeld in het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming en de bijlagen erbij worden opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 19.** De vergunningen voor de ontginning van een groeve en een open groeve verleend vóór de inwerkingtreding van het decreet van 22 december 1993 tot aanvulling van artikel 41 van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium en tot wijziging van het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven, enerzijds, en de stedenbouwkundige vergunningen verleend vóór de inwerkingtreding van hetzelfde decreet wanneer ze vereist waren, of naar aanleiding van een aanvraag ingediend overeenkomstig artikel 41, § 6, van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, zoals gewijzigd bij bovenbedoeld decreet van 23 december 1993, anderzijds, gelden als exploitatievergunning, op voorwaarde dat ze verleend werden.

De houders van een vergunning voor de ontginning van een groeve of een open groeve mogen de ontginning voortzetten tot de kennisgeving van de definitieve beslissing over hun aanvraag om stedenbouwkundige vergunning voorzover een beslissing is genomen over de aanvraag om stedenbouwkundige vergunning ingediend vóór 1 februari 2002 overeenkomstig artikel 41, § 6, van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, zoals gewijzigd bij het decreet van bovenbedoeld decreet van 23 december 1993, voorzover een administratief beroep tegen die beslissing binnen de wettelijke termijnen is ingediend en voorzover de vergunnings-aanvrager alles in het werk stelt opdat een beslissing zou worden genomen over zijn aanvraag.

In afwijking van artikel 18 zijn de vroegere bepalingen van toepassing voor geschillen ingediend onder de gelding van de bepalingen die dit decreet opheft.

De procedure bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning om de verplichtingen inzake reorganisatie en borgstelling vast te leggen zal van toepassing zijn.

HOOFDSTUK IV. — *Coördinatie*

**Art. 20.** De Regering kan de bepalingen van dit decreet coördineren met die van het decreet van de Waalse Gewestraad betreffende de milieuvergunning, van het decreet van de Waalse Gewestraad op de mijnen en met die van de wetten op de mijnen, groeven en graverijen gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 15 september 1919, voorzover ze betrekking hebben op aangelegenheden die onder de bevoegdheid van het Gewest vallen, alsmede met de bepalingen die ze uitdrukkelijk of impliciet zouden hebben gewijzigd wanneer de coördinatie wordt uitgevoerd.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 21.** Dit decreet treedt in werking op dezelfde dag als het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 juli 2002

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA

—  
Nota

(1) Zitting 2001-2002

Stukken van de Raad 372 (2001-2002), Nrs. 1 tot 3

Volledig verslag, openbare vergadering van 26 juni 2002

Bespreking - Stemming.